

1^{er} mai, journée internationale des travailleur.se.s en Iran, paix, justice sociale et solidarité



Cette pancarte se lit comme suit :

« Hey le ministre milliardaire, nous n'avons pas mangé de viande depuis quarante mois »

L'offensive de la République islamique d'Iran, dans la nuit du 13 avril, contre l'Etat sioniste d'Israël donne un prétexte supplémentaire au régime islamique pour réprimer son peuple.

Cette attaque donne de bonnes occasions aux gouvernements des deux pays d'accélérer :

- d'une part, la politique de répression intérieure en Iran,
- d'autre part, la politique génocidaire de Benyamin Netanyahu envers les Palestiniens.

Le jour même de l'attaque iranienne, des patrouilles de la police des mœurs ont été déployées dans toutes les villes d'Iran pour contrôler le corps des femmes. Les vidéos amateurs circulant sur les réseaux sociaux témoignent de brutalité de leurs arrestations et des violences physiques et sexuelles subies des altercations.

La folie des grandeurs des ayatollahs a fait partir en fumée plus de 500 millions d'euros. Dès le lendemain, alors que les mollahs jubilaient, la monnaie iranienne a perdu 10 pour cent de sa valeur. Tout cela au dépens des travailleurs et travailleuses.

Alors que le régime capitaliste islamique, attribue 2 % de son PIB à sa défense extérieure, les travailleur.se.s souffrent de l'incurie de l'Etat et d'une crise économique endémique.

Le salaire minimum est fixé à 250 €, et le pays est secoué par un taux d'inflation de près de 44 %.

Le taux de chômage de la population active est de 13,5 % pour les hommes et de 27,8 % pour les femmes. Ces sont les statistiques de chômage du régime. En réalité, ils sont bien entendu beaucoup plus élevés.

Le Khûzistân, l'une des régions les plus touchées par le chômage, possède paradoxalement de nombreux sites pétroliers et industriels, la plupart gérés par les Gardiens de la révolution.

Par ailleurs, le régime se souciant peu des risques professionnels, les travailleur.se.s sont exposés à des accidents qui peuvent leur faire perdre la vie.

La répression du régime envers la classe ouvrière se traduit par l'arrestation, l'emprisonnement, la torture et des licenciements de militant.e.s et de représentant.e.s des salarié.e.s.

Dans ce contexte, les travailleur.se.s tentent de lutter. On dénombre ainsi plusieurs mouvements sociaux, entre autres ceux organisés par les travailleur.se.s de la compagnie d'autobus de Téhéran et sa banlieue (VAHED), la sucrerie d'Haft Tapeh, la pétrochimie, les retraité.es, les enseignant.e.s.

On relève aussi des cas de suicides parmi les professionnel.les de santé du fait de leurs conditions de travail.

Les revendications portent essentiellement sur l'inflation, les conditions de travail, le non-paiement des salaires, la justice sociale, les licenciements abusifs, la régularisation des contractuels, ainsi que le soutien aux communes rurales.

Par ailleurs, depuis quelques semaines, un groupe de prisonnier.ère.s a entamé une grève de la faim tous les mardis, dans les principales prisons iraniennes dont Evin, pour dénoncer la peine de mort.

A ce jour, des syndicalistes sont emprisonné.e.s dans des conditions de détention inhumaines en raison de leurs activités dont notamment Osman ISMAILI, Reza SHAHABI, Davood RAZAVI, Reyhaneh ANSARINEJAD, Hassan SAIDI, et les français.es Cécile KOHLER et Jacques PARIS.

A l'occasion du 1^{er} mai, journée internationale des travailleur.se.s, nous réitérons notre soutien inconditionnel à toutes les formes de lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière et des femmes.

Nous appelons les autorités iraniennes à libérer immédiatement et sans condition les personnes emprisonnées, notamment en raison de leurs activités syndicales.

La liberté syndicale et le droit de grève doivent être enfin respectés en Iran.